Les remembrements agricoles entre économie et écologie

Jean-Pierre Husson, Eric Marochini

Abstract

After has been a simplification tool of agricultural fragment and landscape, the agricultural fragment revision try, today, to introduce a qualitative and heritage reflexion, analyse here, with concrets exemples in Lorraine.

Résumé

Après avoir été un outil d'aménagement simplificateur du parcellaire et du paysage, le remembrement agricole tend aujourd'hui à introduire une réflexion qualitative et patrimoniale analysée ici à partir de quelques cas concrets lorrains.

Citer ce document / Cite this document :

Husson Jean-Pierre, Marochini Eric. Les remembrements agricoles entre économie et écologie. In: Norois, n°173, Janvier-Mars 1997. Crises et mutations agricoles et rurales. pp. 195-208;

doi : <https://doi.org/10.3406/noroi.1997.6780>

https://www.persee.fr/doc/noroi_0029-182x_1997_num_173_1_6780

Fichier pdf généré le 11/11/2019

Les remembrements agricoles entre économie et écologie

par Jean-Pierre HUSSON (1) et Éric MAROCHINI (2)

Département de Géographie
Université de Metz
Ile du Saulcy 57000 cedex

RÉSUMÉ

Après avoir été un outil d'aménagement simplificateur du parcellaire et du paysage, le remembrement agricole tend aujourd'hui à introduire une réflexion qualitative et patrimoniale analysée ici à partir de quelques cas concrets lorrains.

ABSTRACT

After has been a simplification tool of agricultural fragment and landscape, the agricultural fragment revision try, today, to introduce a qualitative and heritage reflexion, analyse here, with concrets exemples in Lorraine.

Le remembrement agricole, principale opération de réaménagement du foncier est un élément clé du développement rural structurant et durable. Il naît, à titre précurseur, dès le XVIII^e siècle, dans la mouvance de la diffusion des idées des physiocrates et des hommes des Lumières (3), les expériences pionnières ayant été notamment conduites en Lorraine (1768) et en Bourgogne (Rouvres-en-Plaine, 1704) (4).

La seconde naissance date du régime de Vichy (5). La loi agraire du 4 mars 1941 institue les principes d'un remembrement moderne créant des parcellaires simplifiés, adaptés aux progrès de la mécanisation. Pendant l'épisode des Trente Glorieuses et jusqu'au troisième choc pétrolier

(1) Professeur des Universités - Département de Géographie - Université de Metz.

(2) Chargé de cours et Chercheur-Doctorant - Département de Géographie - Université de Metz.

(3) FRANÇOIS DE NEUFCHATEAU (N.), 1806. – *Voyages agronomiques dans la Sénatorie de Dijon*, Paris.

(4) PELTRE (J.), 1976. – *Le remembrement en Lorraine à l'époque moderne (XVII^e et XVIII^e siècles)*, Nancy. *Annales de l'Est*, pp. 197-246. En 1768, Chaumont de la Galaizière, intendant de Stanislas, fait effectuer les remembrements de Neuville-sur-Moselle et Roville-devant-Bayon.

(5) GAVIGNAUD (G.), 1996. – *La révolution rurale dans la France contemporaine (du XVIII^e au XX^e siècle)*, Paris, L'Harmattan, 224 pages.

Mots-clés : Remembrement. Qualité. Travaux connexes. Paysage. Protection de la nature.

Key words : Agricultural fragment revision. Quality. Connex works. Landscape. Nature protection.

(1981), à la fois contemporain des premiers graves dysfonctionnements de la P.A.C. (mise en place des quotas laitiers (1983)) et de la politique de régionalisation (1982) accompagnant l'alternance, les opérations de remembrement affectent des surfaces toujours croissantes, le rythme annuel maximum des périmètres remembrés ayant été atteint entre 1967 et 1970. Le remembrement est alors au service d'une agriculture résolument productiviste, croyant avant tout à la pertinence des progrès quantitatifs (hausse des rendements permettant de réaliser, puis de très vite dépasser, l'autosuffisance).

Après 1982, le remembrement s'inscrit dans une conjoncture triplement modifiée. La régionalisation redéfinit les échelons de compétence en donnant au cadre communal une assise décisionnelle forte. Par ailleurs, elle tend, dans le contexte de forte atomisation du pouvoir, complexifiée par les multiples formes d'intercommunalité, à démultiplier les structures dont la dernière née est la notion de pays (Loi d'orientation pour l'Aménagement et le Développement du Territoire du 4 février 1995) (6).

Poussé par des médias instruits, informés mais élevés dans une sensibilité très majoritairement urbaine, l'Etat, progressivement désengagé des financements (7), promulgue des lois insistant sur la qualité et les équilibres des espaces naturels. Parmi ces temps forts, on peut citer la loi forestière de 1985 (8), la loi dite Paysage du 8 janvier 1993 (9, 10 et 11), le plan Barnier pour la préservation et la reconquête du paysage (nov. 1994) (12).

En dernier lieu, la France agricole apparaît de plus en plus en état de choc (13), trouvant difficilement des alternatives à la voie productiviste jusque là impérialiste. Face à ces changements, de nouvelles pertinences se dessinent dans l'élaboration des remembrements. Désormais, ces derniers sont placés à la conjonction des besoins exprimés par des agriculteurs raréfiés (moins de 400 000 exploitants gagnant au moins l'équivalent du S.M.I.G.) et des impératifs relevant des équilibres agro-sylvo-pastoraux, de la qualité patrimoniale des paysages, de l'identité nouvelle à donner aux espaces placés dans la dépendance linéaire (passage d'infrastructures), ponctuelle (mitage) ou floue (zone d'influence) des espaces urbains et rurbains.

(6) PARIS (D.), 1996. – Aménagement rural et développement local en France : l'émergence de la notion de Pays, *Recherches de géographie humaine, Hommages au Professeur Ch. Christians*, Liège, 382 pages, pp. 199-205.

(7) La loi du 7 janvier 1983 transfère aux départements la maîtrise d'ouvrage de l'aménagement foncier.

(8) GUILLERY (C.), 1986. – La loi forestière, Nancy, *Revue Forestière Française*, 1, pp. 8-16.

(9) PITTE (J.R.), 1983. – *Histoire du paysage français*, Tallandier, 2 tomes.

(10) PERIGORD (M.), 1996. – *Le paysage en France*, Paris, P.U.F., QSJ ?, n° 1362.

(11) LUGINBÜHL (Y.), 1996. – Le paysage aujourd'hui et son enseignement, *L'information géographique*, 1, pp. 20-29.

(12) NEBOIT-GUILHOT (R.), DAVY (L.) et al., 1996. – *Les Français dans leur environnement*, Paris, Nathan, Comité National de Géographie, 382 pages.

(13) CHARVET (J.-P.), 1994. – *La France agricole en état de choc*, Paris, Liris, 224 pages.

I. — EVOLUTION SPATIALE ET CHRONOLOGIQUE DES OPÉRATIONS DE REMEMBREMENTS A L'ÉCHELLE NATIONALE

Etre sensibilisé à une étude qualitative des paysages (14) remodelés par les remembrements impose une approche sur le moyen terme pour relier, restituer la place laissée par la superposition des trois étapes majeures des évolutions agricoles vécues depuis un demi-siècle : le long terme imprimé par le temps du pas du cheval, puis les étapes des progrès aboutissant au modèle dominant d'agriculture productiviste et enfin les réflexions actuelles replaçant le remembrement dans une ambitieuse politique de développement durable (15).

Fin 1994, 15 millions d'hectares (16) représentant environ 50 % de la S.A.U. sont remembrés (*tableau I*). Les espaces concernés ont doublé de surface par rapport à 1970.

La *figure 1* souligne une évolution cyclique (17), irrégulière, globalement à la hausse jusqu'en 1970 puis ultérieurement soumise à une baisse traduisant fidèlement les grandes données socio-économiques localisées sur le graphe. La reprise des remembrements semble aujourd'hui s'esquisser dans le souci d'une démarche environnementale affirmée.

Cette poursuite maintient le principe de base de l'équivalent culturel. Elle s'inscrit dans un contexte nouveau d'amélioration foncière aboutie ayant fait disparaître morcellement et parcellement, suite à la raréfaction

TABLEAU I. — *État évolutif du remembrement.*

Années	1970	1980	1994
Nombre d'exploitants (en milliers)	1 588	1 200	735
Surface remembrée (en milliers d'hectares)	7 210	1 0942	15 042
Surface annuelle remembrée (en milliers d'hectares)	530	304	384
% de la S.A.U. remembrée	21,5	34,4	50

Sources : D'après Graph. Agri. 1996.

(14) Comptes Rendus de l'Académie d'Agriculture, *Paysage et Agriculture*, Vol. n° 82, n° 4, 1996, 164 pages.

(15) La loi du 31 décembre 1985 définit 7 modes d'aménagement foncier qui contribuent au remodelage du territoire communal tout en assurant la mise en valeur et l'amélioration des conditions d'exploitation des propriétés agricoles ou forestières.

(16) En y intégrant les remembrements en vertu de l'article 10 concernant l'insertion d'infrastructures dans le paysage rural.

(17) On note que le rythme maximal des opérations est atteint alors que la surchauffe économique contemporaine de la fin de la parité or-dollar (1968-1971) annonce la crise. Au cours de la décennie suivante, l'ouvrage de J. Jung intitulé *Réaménagement de l'espace rural : une illusion économique*, a posé les principes de l'élargissement de l'aménagement agricole autour d'une problématique de développement durable et global mais n'a pas alors été entendu.

FIG. 1. — L'évolution des surfaces remembrées en France depuis 1946.

du nombre des exploitants et à l'émergence de nouvelles demandes qualitatives. La terre affective cultivée au rythme de l'utilisation de la force musculaire était, après 1960, devenue un outil de travail voire un support spéculatif. Cet espace, indissociable de notre élargissement du champ du paysage doit désormais répondre à de nouvelles demandes et pratiques à l'interface de l'économie, du naturel et du social en ayant soin de prendre en compte les orientations proposées par des acteurs nouveaux, en premier lieu les besoins exprimés par les urbains.

La figure 2 traduit dans la répartition spatiale des surfaces remembrées le maintien de fortes disparités. La cartographie de l'évolution récente permet d'autre part d'apprécier la dynamique complexe (18) qui nuance les traditionnelles oppositions entre d'un côté les bassins sédimentaires et leurs marges et d'un autre les pays de bocage, les montagnes et les zones méditerranéennes (19). Si la classique coupure Nord-Sud perdure, elle apparaît moins bien dessinée que par un passé récent.

La France remembrée dessine une évolution offensive en direction des pays de bocage après avoir gagné les espaces périphériques acquis au modèle francilien (Barrois, Plateau de Langres, Champagne Berrichonne, Bourbonnais, Limagne). C'est au sud, dans les périphéries ouest initialement peu touchées par la diffusion du modèle agricole breton (20)

(18) HUSSON (J.P.) et MAROCHINI (E.), 1997. — Cartographie et dynamique spatiale des remembrements lorrains, *Villages lorrains*, n° 1, Janv. 8 pages.

(19) Il s'agit de la « limite juridique » explicitée par A. MEYNIER, 1958. — *Les paysages agraires*. A. Colin.

(20) RENARD (J.), 1993. — Pour mieux comprendre la diversité des campagnes, dans *Géographies et campagnes (Mélanges J. BONNAMOUR)*, Ecole Normale Supérieure de Fontenay/Saint-Cloud, Hors collection des Cahiers de Fontenay, 369 pages, pp. 133-138.

FIG. 2. — Superficies remembrées par département en France au 31 décembre 1994.

(Cotentin, Perche, Maine) que sont enregistrés les rythmes actuels d'évolution les plus rapides en faveur du remembrement. La référence initiale très modeste des surfaces traitées conduit à relativiser l'importance graphique accordée à ce phénomène.

Empruntant, pour pénétrante vers le sud, le sillon rhôdanien, le remembrement est ici le préalable à l'extension des systèmes d'irrigation et à la conquête de nouvelles terres agricoles.

La nouvelle diffusion spatiale des opérations de remembrement s'inscrit dans un contexte économique, écologique et technique très différent de celui qui servit de référence à son essor initial sur les plateaux céréaliers

dessinant de molles ondulations. Ainsi, dans l'ouest, le réaménagement foncier des bocages concerne des espaces ruraux en difficultés (21) à la recherche d'une orientation économique problématique et désireux de préserver une identité paysagère forte (22).

Au sud, l'opération de remembrement s'inscrit aussi dans des espaces majoritairement fragiles, à la recherche de solutions satisfaisant aussi les attentes des citoyens consommateurs.

Partout, la diffusion du remembrement, dans les espaces géographiques partiellement acquis au modèle agricole productiviste conduit à définir, affirmer des modalités multiples pour ne pas répéter sur des terroirs globalement fragiles des dysfonctionnements provoqués par une nature bousculée (érosion en nappe (23), raréfaction de la biodiversité, extension des paysages abâtardis, banalisés, etc.).

II. — L'ÉMERGENCE PROGRESSIVE D'UNE DÉFINITION QUALITATIVE DU REMEMBREMENT

A partir de 1975, l'étude des remembrements s'inscrit dans de nouvelles perspectives ouvertes par les lois pour la protection de l'environnement. Le contexte économique, le cadre juridique et les acteurs changent pour définir progressivement, et parfois de façon conflictuelle, de nouveaux aménagements. Ceux-ci ne sont pas exclusivement agricoles et fonciers (24) mais traduisent concrètement le compromis réalisé entre les différents besoins exprimés et les rapports de force évolutifs qu'ils représentent.

Aujourd'hui, le corps agricole éclaté est à peu près unanime à réclamer la réappropriation de la protection des milieux naturels. La situation diffère de celle de l'époque de la loi du 11 juillet 1975, inscrite dans un contexte de schéma productiviste encore très dominant. Cette loi permettant d'intégrer l'effort financier des collectivités introduit dans la Commission Communale une personne qualifiée pour la protection de la nature (P.Q.P.N.). Sur ses conseils, la commission peut arrêter des mesures de protection des sols ou encore des écosystèmes fragiles. Le remembrement perd, dès lors, sa dimension exclusivement agricole, déjà esquissée dans l'ordonnance du 22 septembre 1967 (25).

(21) RENARD (J.), 1991. — L'avenir des terres agricoles dans l'ouest, *Norois*, n° 152, 393-396.

(22) PELATAN (J.), 1993. — Réflexions sur la recomposition récente des paysages ruraux dans les marges armoricaines, dans *Géographies et campagnes (Mélanges Jacqueline BONNAMOUR)*, École Normale Supérieure de Fontenay/Saint-Cloud, Hors collection des Cahiers de Fontenay, 369 pages, pp. 125-132.

(23) LECHEVALIER (P.), 1991. — L'érosion des terres agricoles en Pays de Caux, *Études normandes*, 1, pp. 97-116.

(24) Les échanges amiables et la réorganisation foncière servent également à restructurer le parcellaire.

(25) Cette ordonnance autorisait les communes à acquérir jusqu'à 2 % de la surface du périmètre remembré pour implanter des équipements d'utilité publique.

La loi du 10 juillet 1976, relative à la protection de la nature, impose la réalisation d'une étude d'impact pré-remembrement devant faciliter l'intégration de données environnementales dans un projet de remembrement. Elle doit notamment analyser l'état initial du milieu, déterminer des mesures compensatoires et tout ceci en parfaite adéquation avec les impératifs d'amélioration du parcellaire. Ce document est d'autant plus fondamental qu'il constitue une pièce obligatoire de l'enquête publique.

La période de l'alternance s'inscrit dans une conjoncture triplement modifiée par les lois sur la régionalisation, la situation paradoxale d'une agriculture malade de ses performances, les lois de 1985 sur l'aménagement foncier déléguant la maîtrise d'ouvrage et le financement aux départements en tant qu'administration décentralisée. En conséquence, le Conseil Général se trouve à présent compétent pour le choix des bureaux d'études d'impact et des géomètres remembreurs, auxquels il délivre un cahier des charges précis. Il acquiert un pouvoir considérable en dictant la politique d'aménagement foncier à mener dans le département. Dans ce contexte, le remembrement intègre donc des données de politique locale non négligeables dont il est nécessaire de tenir compte. Les départements doivent également commander, auprès des bureaux d'études, des pré-études d'aménagement foncier se plaçant en amont des études d'impact, leurs objectifs étant notamment de permettre l'insertion d'infrastructures linéaires telles que les autoroutes ou le tracé du TGV.

La loi du 31 décembre 1985 remplaçant l'aménagement foncier dans le contexte élargi d'aménagement du territoire permet de dessiner, dans une limite de 2 %, des réserves d'intérêt général. L'opération élargie d'aménagement rural devient pluriforme. Cette évolution encourage les départements à se doter de chartes, de codes de bonne conduite dans la poursuite de travaux. La protection et la qualité dépendent pour partie de l'implication, des motivations des membres de la Commission Communale d'Aménagement Foncier.

Une nouvelle étape en direction de la qualité est définie par la loi paysage de janvier 1993, par une orientation favorable à la renaturation foncière entre les territoires cultivés, de façon intensive ou extensive, les zones naturelles protégées, les espaces linéaires de cheminement. Désormais, l'Etat, effacé depuis 1982, redevient un acteur fort en mettant sous sa responsabilité le patrimoine naturel et paysager. La loi, dite paysage, conforte également la place pédagogique et didactique de l'étude d'impact et augmente le rôle des P.Q.P.N.

L'évolution juridique, brossée à grands traits, montre que le remembrement glisse d'un aménagement agricole à un aménagement global de l'espace rural (26). En fait, le degré d'évolution varie en fonction de la sensibilité et des intérêts des acteurs locaux, et en premier

(26) GUERIN (J.P.) et JANIN (C.L.) (Direction de), 1995. – L'agriculture dans le paysage : une autre manière de faire du développement rural, *Revue Géographique alpine*, n° 15, 99 pages.

lieu du rôle exercé par la commission communale. Cette évolution est-elle source d'unité ou au contraire de disparités dans les processus retenus ? Les exemples analysés ci-après tendent à montrer qu'en fonction de paramètres naturels, paysagers, économiques et de l'état des structures agraires, les remembrements sont inégaux. Y aurait-il une qualité des remembrements qui serait inverse du degré d'adoption des schémas exclusivement agricoles ? Conscient de l'intérêt à porter à un avenir agricole plural, le monde agricole actuel aimerait lever cette hypothèque.

III. — ÉTUDE QUALITATIVE DES OPÉRATIONS POST-REMEMBREMENT : L'EXEMPLE MOSELLAN

L'analyse d'un remembrement privilégiant la qualité environnementale doit, si l'on s'inscrit dans une problématique géographique, être critériée par trois types d'éléments : des critères linéaires, des critères de zonage et enfin une synthèse de ces deux données déterminant, en y associant une modification d'échelle, un type de paysage. Pour nous, le paysage est alors un morceau d'espace intégrant les réussites, les échecs et les corrections anthropiques des décisions d'aménagement passées et actuelles.

Nos paramètres définis, notre analyse porte sur la critique des études post-remembrement *in situ* des communes échantillonnées en ayant à l'esprit que ce sont les travaux connexes, dont les plans sont décidés en Commission Communale d'Aménagement Foncier et la réalisation exécutée sous l'autorité de la D.D.A.F. (27), qui marquent le plus l'espace communal. Les opérations, faites en gérant les conflits d'usages du sol, apportent des transformations des systèmes parcellaires, des écosystèmes, voire des harmonies paysagères et patrimoniales (28).

Aujourd'hui, la gestion foncière, enjeu renouvelé du pouvoir, n'est plus seulement organisée comme seul support du droit à produire des agriculteurs. Elle intègre de nouveaux acteurs, en particulier les acheteurs non agricoles que sont les nouveaux ruraux, les tenants de pratiques récréatives exigeant la maîtrise de l'espace (chasseurs, pêcheurs) etc (29).

Les exemples retenus nous éclairent sur les impacts du remembrement, sur leurs différents éléments approchés à partir d'éclairages variés. On peut y voir des aménagements de qualité ou au contraire des réalisations à éviter, voire à proscrire comme contre-exemple de ce qu'il faut faire.

A) LES ÉLÉMENTS LINÉAIRES

Le remembrement agricole modifie trois grands types d'éléments linéaires de l'espace : les haies et la dynamique des lisières, les fossés d'écoulement et les rivières, les chemins.

(27) Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt.

(28) Le Wüstungen (hameau détruit) de Vaimbois, commune de Fraimbois (54) avait été conservé jusqu'à nous. Le parcellaire très émietté des jardins, relique de l'emplacement du hameau était un exemple concret pour illustrer la Guerre de Trente Ans. Ce site, quoique modeste, a été inutilement et définitivement gommé par le dernier remembrement.

(29) BRUNET (P.), 1996. – (Actes du colloque en l'honneur de), *Les mutations dans le monde rural*, Caen, Presses universitaires, 476 pages.

1) *Les haies et les boisements*

Les haies, bouquets d'arbres, bosquets, boqueteaux et lisières forestières (30) sont des éléments structurant de l'espace rural. Dans la lutte séculaire poursuivie jusqu'à nous, l'arbre isolé ou en groupe, était un obstacle à l'extension des labours ou encore un élément d'ombrage pour les cultures. Avec toutes les conséquences que l'on connaît bien, le remembrement agricole a été le plus grand destructeur de haies. Quelle approche évolutive récente de ce problème fut conduite localement ?

En Moselle, la problématique de la haie occupe une place privilégiée dans les approches menées par les chargés d'études. Leurs conseils indicatifs ne sont pourtant pas toujours reconnus pertinents par les producteurs, partagés sur cette question. En effet, l'agriculteur reste toujours réticent quant à l'utilité de la haie voyant en elle un obstacle à la mise en culture d'un espace plus vaste. L'unanimité n'est pas encore d'actualité sur cette question et les paysages qui résultent des différentes générations de remembrement tendent à être hétérogènes, vacuolaires par juxtaposition de refontes agraires n'ayant pas les mêmes finalités. Ces dysharmonies peuvent se retrouver au sein d'un finage. Ainsi, à Rodemack, on a certes maintenu des haies et replanté mais certains agriculteurs sabordent le travail effectué. Sur les marnes du Keuper, à Insviller, les haies ont été préservées sur les terroirs inclinés car elles stabilisent les mouillères à l'origine d'érosions en loupe particulièrement redoutées par les agriculteurs (*fig. 3*). Ailleurs encore, à Gros-Réderching (*fig. 4*), la haie est pérennisée mais perd de sa vigueur par dégénérescence de son organisation stratifiée au profit de sa croissance en strate arbustive. L'exemple de la haie montre des problèmes d'incompréhension et de perte de fonctionnalité difficiles à gérer.

2) *Les fossés d'écoulement et les rivières*

L'étendue des terres lourdes, estimée à 840 000 hectares en Lorraine en 1982, explique la lente transition vers une agriculture productiviste diffusée à partir du Bassin parisien et le démarrage tardif et vite arrêté du drainage (31). Les agriculteurs ont fossoyé les berges et creusé des collecteurs délimitant les parcelles cultivées chaque fois qu'il fallait évacuer l'excès d'eau. Cette situation provoque une augmentation des vitesses des transferts entraînant une érosion latérale des berges (32), une réduction des possibilités de vie animale, une perte de valeur paysagère liée à des tracés linéaires.

Pour solutionner ces problèmes, on a planté des arbres au bord des fossés pour stabiliser les berges, on commence également à fasciner (33), à élaborer des seuils naturels afin de casser les vitesses de transfert favorisées par des tracés excessivement linéaires. On peut trouver également des tracés modifiés où sont intégrés des méandres. L'empierrement des berges est une solution extrême, radicale, mais esthétiquement discutable (remise en cause ponctuelle de l'identité du paysage et incompatibilité avec le maintien de populations autochtones des milieux humides).

(30) GADANT (J.) (Direction de), 1991. – *Atlas des Forêts de France*, Paris, J.P. de Monza, 240 pages.

(31) HUSSON (J.P.) ET CHAOUB (E.M.), 1994. – Réflexion sur l'impact du drainage dans l'agriculture en Lorraine, dans Hommage à R. FRECAUT, *L'eau, la terre et les hommes*, PUN 483 pages, pp. 419-426.

(32) GRAS (F.), 1979. – L'érosion des sols lessivés de Lorraine et son incidence sur les projets de remembrement rural, *Mosella*, Tome IX n° 2 Avril-Juin, pp. 30-42.

(33) Technique végétale de liage de branches d'arbustes, visant à maintenir les berges d'une rivière.

En Moselle, ces problèmes d'érosion post-remembrement ou plutôt post-travaux connexes, sont assez fréquents car le linéaire moyen de fossé par commune n'a cessé de croître. Ainsi, depuis 1975, sur un échantillon de 118 communes (70 % des communes remembrées depuis cette date), on a pu constater une augmentation de 75 % du linéaire de fossés.

A Metzeresche, les plantations de bord de fossés, par anticipation, ont permis d'enrayer les risques d'érosion latérale. Cette initiative prouve que la linéarité, facteur de fragilisation, n'est pas un aspect inéluctable des terroirs remembrés.

3) Les chemins

Le remembrement a simplifié le réseau des chemins en conservant, en zone d'openfield, l'organisation convergente sur le village. Il existe trois grands types de chemins : les chemins communaux et ruraux dont l'utilisation est ouverte à tous (utilité facilitée par un revêtement adéquat) et les chemins d'exploitations servant uniquement au passage des engins agricoles.

Localement, le Conseil Général participe activement à la replantation d'arbres et de haies en bord des chemins ruraux et communaux porteurs d'une valeur touristique à exploiter.

FIG. 3. — Rôle de la haie sur un versant marneux du Keuper (l'exemple d'Insviller).

I. Un remembrement imposé par l'hydromorphie des sols.

Sols hydromorphes lourds

Sols drainés

II. Des éléments paysagers lorrains maintenus.

Des vergers de qualité en périphérie du village

Des lambeaux forestiers périphériques du finage

III. Les éléments linéaires et ponctuels convertis dans une logique de qualité.

a. Les éléments linéaires

Haies à valeur paysagère maintenues

Ruisseau et fossés (les berges ont été aménagées en vue d'une protection de l'érosion latérale)

b. Les espaces ponctuels et sensibles

1 Zone humide enresinée en voie d'assèchement

2 Zone tourbeuse

3 Ex-parcelle à intérêt cynégétique

4 Friche sur ancienne décharge (intérêt cynégétique)

5 Effondrement karstique

6 Friche humide

Pertes karstiques

Etangs

Echelle: 1/50.000

Sources: Cartes topographiques et géologiques au 1/50.000 (Sarre-Union)
Etude d'impact au remembrement de la commune de Gros-Réderching (ECOLOR)
Etude Post-remembrement de la commune de Gros-Réderching (ENSAIA-Nancy)

FIG. 4. — Schéma simplifié de la commune de Gros-Réderching après remembrement.

A l'opposé, les chemins d'exploitations, redessinés par les remembrements, sont souvent malmenés et empiétés par des labours.

B) LES ÉLÉMENTS DE ZONAGE

1) *L'organisation du sol*

Par la refonte parcellaire, le remembrement agricole modifie l'occupation des sols et les types de cultures. Les grandes parcelles éliminent, en terme visuel, les éléments linéaires et intègrent la profondeur. L'ouverture du paysage est plus large que par un passé récent. Elle se trouve ainsi à l'origine d'une certaine monotonie visuelle.

Les vergers peuvent être touchés par une procédure de remembrement. Conscient de leur importance économique, paysagère et patrimoniale, le Conseil Général porte à leur gestion un intérêt tout particulier. Dans le cadre de sa politique de relance fruitière (34), il s'est ainsi engagé à fournir des replants. Il existe pourtant des solutions alternatives à la destruction/replantation en excluant notamment les zones de vergers des périmètres de remembrement quand l'importance écologique de celles-ci le nécessite.

2) *La protection des espaces particuliers*

Tout remembrement permet de mettre en valeur des espaces naturels sensibles qui peuvent s'avérer être des zones de conflits d'usages. Ainsi, les agriculteurs tentent de récupérer des terres alors que les chargés d'étude et les associations cherchent à les protéger. Les objectifs de la prise en compte de milieux naturels dans l'aménagement foncier sont au nombre de trois : le maintien du contrôle biologique, la pérennité des éléments de paysages favorables à la diversité spécifique et le maintien des facteurs de complexité (Danaïs, 1992) (35). La procédure de remembrement permet, depuis 1982 de circonscrire des ZNIEFF (36) (Zones Naturelles d'Intérêts Ecologiques, Faunistiques ou Floristiques), des ZICO (37) (Zones d'Intérêt Communautaire pour les Oiseaux) et d'autres espaces naturels sensibles à protéger. En Lorraine, ces espaces sont généralement achetés par les Conseils Généraux des départements concernés et gérés par le Conservatoire des Sites Lorrains.

Dans les études d'impact de remembrement des communes de Gros-Réderching, Rodemack et Insviller, de tels sites ont pu être mis en valeur par les chargés d'étude. Pourtant, le devenir après remembrement des sites a été fort différent selon les communes. A Gros-Réderching, où six sites d'espaces naturels sensibles ont été recensés, aucun plan de gestion n'a été mis en place. L'étude post-remembrement réalisée sur cette commune (38) en 1995 (soit 6 ans après la fin des travaux) souligne que l'affectation communale portée à ces secteurs limite mais ne solutionne pas les dégâts constatés. A Rodemack, l'étude d'impact a révélé l'existence sur le territoire communal d'une zone rare (39) d'hivernage d'oies de moissons. Aujourd'hui,

(34) DDAF 57, Conseil Général de Moselle et ECOLOR, *Les zones de vergers dans les remembrements en Moselle*, Mai 1990, 45 pages.

(35) DANAIS (M.), 1992. – La prise en compte des milieux naturels dans l'aménagement foncier, *Géomètre*, n° 12, Décembre, pp. 63-67.

(36) En 1988, 550 ZNIEFF étaient répertoriées en Lorraine.

(37) L'origine juridique des ZICO date d'une directive européenne de 1979 et 13 ZICO sont répertoriées en Lorraine.

(38) BUTON (C.) *et al.*, 1995. – *Etude post-remembrement de la commune de Gros-Réderching*, ENSAIA Nancy, 150 pages.

(39) Il n'existe en France que 200 à 300 individus de cette espèce.

D'après une photo prise le 31/10/96 sur la commune de Metzeresche

FIG. 5. – Schéma paysager synthétique des communes de Luttange et de Metzeresche après remembrement. Vue de la commune de Luttange (remembrement de mauvaise qualité ayant influencé le paysage) depuis un chemin rural de la commune de Metzeresche (remembrement de qualité respectueux des équilibres paysagers).

d'hui, le remembrement accompagné du drainage des zones placées en amont de la zone humide a perturbé le milieu, le secteur s'est asséché, provoquant la disparition des oies du ban communal. A l'inverse, à Insviller, la commune a racheté des zones prairiales autour d'un étang (l'étang Rouge) et les a confiées au Conservatoire des Sites Lorrains. Cette zone désormais protégée est entretenue par des bénévoles guidés par une commission d'experts. La qualité faunistique et floristique du milieu sera donc préservée.

C) LA SYNTHÈSE PAYSAGÈRE

L'analyse paysagère résulte de la confrontation d'éléments linéaires et spatiaux abordés à différentes échelles : la section, la commune, le Pays.

En terme de paysage, il est rare de voir des éléments linéaires et spatiaux couplés au point de modifier l'intégralité du paysage à l'échelle communale, échelle de lecture pertinente pour apprécier la qualité d'un remembrement.

Sur l'openfield, et contrairement à ce qui se vérifie aisément dans la Marne ou dans les bocages de l'ouest, les mutations paysagères restent locales et ponctuelles. Ainsi, les deux communes voisines de Metzeresche et Luttange (Est du Pays Thionvillois) diffèrent par la politique post-remembrement suivie en matière de paysage et notamment de replantation (*fig. 5*).

Cet exemple comparatif, montre le rôle premier exercé par les hommes de terrain et par la Commission Communale d'Aménagement Foncier. En outre, la présence d'une grande exploitation conduit en général à la modification abusive et irrémédiable du patrimoine conservé jusqu'à nous et le cas de figure n'est malheureusement pas rare.

CONCLUSION

Opération clé de la modernisation agricole, les cycles successifs de remembrements ont allégé le travail des hommes et permis des gains de productivité. Toutefois, les travaux connexes ont gommé une part de la richesse naturelle et patrimoniale de nos campagnes sacrifiées à un projet de production qui fit tardivement l'unanimité dans le contexte d'application de l'ancienne PAC. Cette affaire de paysans a aussi montré ses limites, ses faiblesses.

Aujourd'hui, le remodelage de l'espace rural s'inscrit dans un marché foncier fréquemment anémié et se définit par de très vastes parcelles d'exploitation. Dans sa réalisation, le remembrement initial, et le plus souvent révisé, intègre désormais des préoccupations environnementales fortes. La renaturation foncière (40) à escompter, devrait générer un regain d'intérêt pour la géographie rurale.

Le résultat des opérations d'aménagement foncier est à la convergence de paramètres à géométrie variable. Il dépend de données politiques (subventions accordées par le Conseil Général), de données techniques (changements dans les stratégies de production agricole) et de données humaines (contexte humain local et qualité pédagogique des chargés de mission).

(40) BARBIER (P.), 1996. – Pour l'abolition du remembrement et l'instauration de la renaturation foncière, *Bulletin de la Société d'Industrie de Mulhouse*, n° 835, mai, pp. 259-260.